

Maastricht : pourquoi les Français ont-ils écouté Mitterrand et non Philippe Seguin ?

écrit par Claude t.a.l | 10 janvier 2020



J'ai lu, ici ou là dans la presse, que le 7 janvier 2020 était le 10^{ème} anniversaire de la mort de Philippe Seguin.

Peu se sont appesantis sur le discours qu'il avait prononcé le 5 mai 1992, à l'Assemblée Nationale, à propos du traité de Maastricht et à propos de » l'Europe « .

Il annonçait ce que nous allons subir ET QUE NOUS SUBISSONS.

Voici quelques extraits de ce discours :

« C'est en tout cas avec gravité que je viens inviter cette assemblée à opposer l'exception d'irrecevabilité au projet de loi constitutionnelle que le Gouvernement nous présente comme préalable à la ratification des accords de Maastricht négociés le 10 décembre 1991 par les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres des communautés européennes et

signés le 7 février dernier. Mon irrecevabilité se fonde sur le fait que le projet de loi viole, de façon flagrante, le principe en vertu duquel la souveraineté nationale est inaliénable et imprescriptible

...

la Constitution du 4 octobre 1958 rappelle que « La souveraineté nationale appartient au peuple »

...

Aucune assemblée ne peut déléguer un pouvoir qu'elle n'exerce qu'au nom du peuple.

...

La méthode est habile. En présentant chaque abandon parcellaire comme n'étant pas en soi décisif, on peut se permettre d'abandonner un à un les attributs de la souveraineté sans jamais convenir qu'on vise à la détruire dans son ensemble.

...

La souveraineté, cela ne se divise pas ni ne se partage et, bien sûr, cela ne se limite pas.

...

Cessons donc de tricher, de dissimuler, de jouer sur les mots, de multiplier les sophismes, L'alternative est claire : nous devons conserver notre souveraineté ou y renoncer.

...

Il ne faut pas rêver. Sans monnaie, demain sans défense, sans diplomatie, peut-être après-demain, la France n'aura plus de marge de manœuvre.

Certains s'en accommodent. Quant à moi, ce n'est pas l'avenir que je souhaite à mon pays.

D'ailleurs, les tenants de la marche vers le fédéralisme ne cachent pas leur dessein. Ils veulent bel et bien, et ils le disent, que les progrès du fédéralisme soient sans retour en droit et, surtout, en pratique, et force est de constater que nous voilà d'ores et déjà pris dans un redoutable engrenage

...

De Gaulle disait: « La démocratie pour moi se confond

exactement avec la souveraineté nationale.»

On ne saurait mieux souligner que pour qu'il y ait une démocratie il faut qu'existe un sentiment d'appartenance communautaire suffisamment puissant pour entraîner la minorité à accepter la loi de la majorité! Et la nation c'est précisément ce par quoi ce sentiment existe.

Or la nation cela ne s'invente ni ne se décrète pas plus que la souveraineté !

Le fait national s'impose de lui-même sans que personne puisse en décider autrement ; il n'est ni repli ni rejet, il est acte d'adhésion

...

La nation c'est plus fort encore que l'idée de patrie, plus fort que le patriotisme, ce noble réflexe par lequel on défend sa terre natale, son champ, ses sépultures. Car le sentiment national c'est ce par quoi on devient citoyen, ce par quoi on accède à cette dignité suprême des hommes libres qui s'appelle la citoyenneté ! ...

Que peuvent d'ailleurs bien comprendre à la nation ceux qui, il y a cinquante ans, s'engageaient dans la collaboration avec les nazis pour bâtir l'ordre européen nouveau.

...

On confiera les affaires à des notables que le gouvernement fédéral, du fait de son éloignement et de son manque de légitimité, ne pourra contrôler, pas plus que ne pourront le faire les gouvernements nationaux politiquement affaiblis et limités dans leurs compétences.

Ce sera le grand retour des féodalités, lequel, je vous le concède, a déjà largement commencé.

Ce sera, pour le coup, cette Europe des tribus .

Il n'y aura plus en France de redistribution, de péréquation, d'aménagement du territoire.

Viendra la règle du chacun pour soi et de Dieu pour personne.

Se noueront des relations de région à région par-dessus la tête des Etats; c'est déjà entamé!

Ce sera le contraire de la République et le contraire de la démocratie. «

Il pressentait même ce qu'allait devenir, grâce à » l'Europe « , notre langue.

Détruite par le wesh, le globish (macron en étant un des exemples), l'écriture inclusive, l'abandon de la grammaire, et j'en passe :

» On nous abandonnera notre langue, quitte à nous laisser le soin de l'abâtardir « .

Pour ceux qui veulent lire l'intégralité de ce discours prémonitoire

: <https://www.senat.fr/evenement/revision/seguin05051992.html>

Non à » l'Europe « . Oui à l'Europe des Nations.